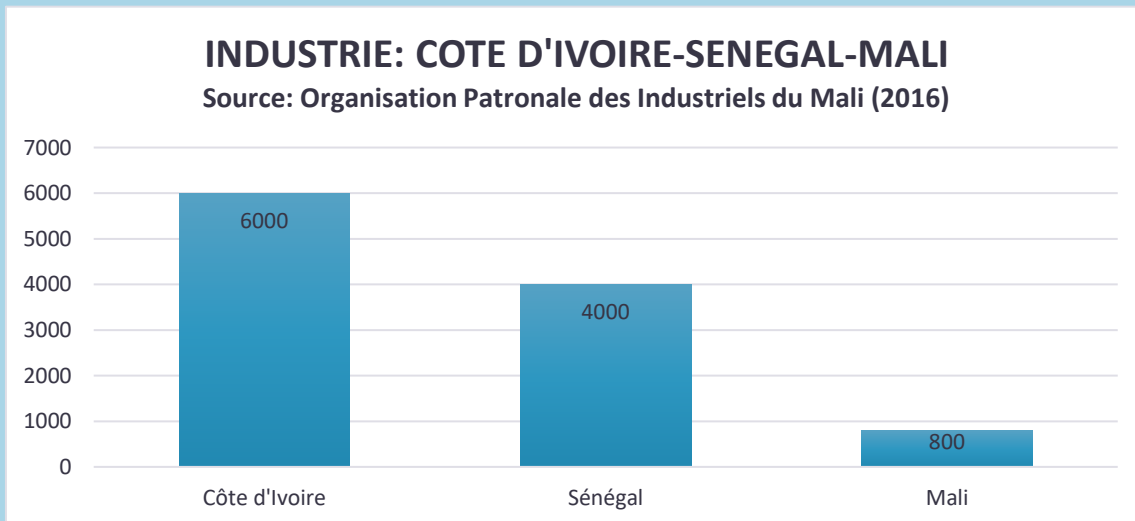


MALI : RELEVER L'INDUSTRIE

Une industrie est une unité de production dont la mission est de transformer des matières premières ou des matières ayant déjà subi des transformations dans le but de proposer des biens de consommation finis.



Selon ces statistiques, le Mali possède 8 fois moins d'industries que la Côte d'Ivoire et 5 fois moins que le Sénégal. Ces chiffres sont inquiétants car ils démontrent que le pays n'a pas pu maintenir un développement industriel performant. Le dépassement du Mali par ses voisins ne constitue pas le problème majeur, mais c'est plutôt l'écart. Trois raisons pourraient expliquer une telle situation :

- 1.** L'inexistence d'une planification stratégique
- 2.** Les rivalités internes
- 3.** L'absence de soutien à l'existant

Sur le plan industriel, le Mali était bien parti, en effet, les premières années d'indépendance du pays en 1960 furent marquées par la création de nombreuses industries textiles et agroalimentaires, entre autres.

C'est à partir du milieu des années 80 que le dynamisme industriel malien va commencer à s'estomper au point de créer de nombreux déserts industriels.

Actuellement, selon les statistiques nationales, le secteur secondaire de l'économie malienne auquel appartient l'industrie est très faible avec à peine 20%. Les secteurs primaires et secondaires atteignant chacun près de 40% de part dans l'activité économique.

1 L'inexistence d'une planification stratégique

L'Etat porte la responsabilité de la **prévisibilité** en mettant à disposition du pays, des infrastructures dans le but de conférer un avantage certain aux acteurs et particulièrement aux opérateurs économiques. Dans le budget de l'Etat, la part de l'investissement doit être considérable et doit justifier les déficits. Au Mali, cette ambition n'est pas atteinte. En effet, le budget consacré au fonctionnement de l'Etat représente près de 60% et les déficits sont justifiés par « l'effort de paix ». Sur le terrain, l'absence d'investissements est visible, car l'Etat n'arrive pas offrir les conditions favorables au développement industriel et cela, malgré la création d'un département ministériel dédié à ce secteur. Les principaux problèmes restent l'aménagement du territoire, qui est anarchique et l'absence de réformes.

Les industriels souffrent également de décisions peu cohérentes de l'Etat, comme la récente augmentation du tarif de l'électricité. Cette décision entrainera une augmentation des prix des produits et aura des conséquences sur la consommation des ménages. L'absence de contrôles stricts de la part de l'Etat sur le respect des normes de qualité et environnementales, défavorise les exportations, donc les industriels.

2 Les rivalités internes

Au Mali, plusieurs organisations animent l'activité économique, les industriels, les grossistes et les détaillants. Tous ces acteurs sont réunis autour d'organisations. Le Patronat, la chambre de commerce et d'industrie et les commerçants détaillants réunis au sein de deux syndicats. Par ailleurs, l'activité économique interne est dominée par le secteur informel, qui dépasse 70%. Il existe à cet effet une double rivalité, celle entre les organisations et celle entre les formels et les informels. Cette situation ne permet pas l'émergence d'un cadre de concertation et de définitions d'objectifs communs, notamment autour de la valorisation des produits nationaux. L'activité économique actuelle dans le monde exige des entreprises performantes et puissantes, cela n'est possible qu'avec un tissu économique dominé par des acteurs ayant à cœur de nouer des alliances stratégiques dans le but de favoriser des partenariats gagnant-gagnant.

3 L'absence de soutien à l'existant

Le secteur industriel malien tente de se redynamiser sans succès, il est organisé au sein de l'Organisation Patronale des Industriels (OPI). Elle a publié en 2013 et en 2016 un livre blanc. On peut par exemple y voir que les industries maliennes ont évolué de 500 à 800. Cela pose un problème de statistique, car le pays aurait créé 100 industries par an ! Dans le même temps, le déficit commercial serait passé de 380 à 400 milliards de FCFA, tout cela sous une croissance économique à 5%. C'est une logique économique difficile à expliquer. Au Mali, il faut redéfinir et surtout classifier les industries afin d'avoir plus de lisibilité. Malgré les incohérences, les efforts de l'OPI sont à saluer, car elle tente de proposer des pistes d'amélioration intéressantes, comme la création d'un tarif de l'électricité pour les industries, ou encore le soutien à la formation. Au total l'organisation propose 24 mesures d'amélioration, de quoi permettre au gouvernement d'avoir des orientations.



Boubacar Traoré

Boubacar est le directeur du cabinet Afriglob conseil spécialisé sur les questions de développement dans le Sahel. Il est diplômé en relations internationales, en économie et gestion ainsi qu'en management stratégique et intelligence économique. Intervenant à l'Institut Catholique de Paris

bst@afrioglob-conseil.com